

plus avant et que cela passe aussi par un financement adapté des stages.

Cela dit, sur un point important, le Conseil fédéral ne partage pas la demande de la motion. Il pense qu'il ne faut pas privilégier le financement des places de formation par l'assurance obligatoire des soins. Celle-ci est là pour prendre en charge les coûts des prestations qui servent, par exemple, à établir un diagnostic ou à traiter une maladie et ses conséquences. Donc, autrement dit, les primes que paient les assurés doivent financer les risques liés à la maladie et assurer les prestations nécessaires. L'assurance-maladie, comme les autres assurances sociales d'ailleurs, n'a pas vocation pour financer des formations. Ce serait un changement de paradigme relativement important.

Maintenant, si on examine le domaine ambulatoire et le domaine stationnaire, on constate que les modes de financement sont différents. C'est vrai que la loi sur l'assurance-maladie prévoit que le financement des prestations ambulatoires est réalisé exclusivement par les primes. Dans le domaine stationnaire, c'est autre chose; une partie est financée par les primes, une autre par les cantons, une majorité d'ailleurs, au minimum 55 pour cent. Nous estimons donc que dans ce domaine, c'est aussi aux cantons de financer la formation et les places de stage. En tout cas, c'est de la responsabilité des cantons, mais nous sommes prêts à les soutenir dans leurs démarches, à chercher avec eux des solutions, à établir avec eux des propositions et à en rendre compte au Parlement. Nous sommes prêts à accomplir ce travail et nous allons le faire.

Simplement, la motion donne déjà un signal sur le financement que le Conseil fédéral ne souhaite pas. C'est la raison pour laquelle je vous invite à rejeter la motion.

Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Die Mehrheit der Kommission beantragt, die Motion anzunehmen. Eine Minderheit und der Bundesrat beantragen, die Motion abzulehnen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 16.3264/13 474)

Für Annahme der Motion ... 92 Stimmen

Dagegen ... 89 Stimmen

(3 Enthaltungen)

16.006

Motionen und Postulate der gesetzgebenden Räte im Jahre 2015. Bericht

Motions et postulats des conseils législatifs en 2015. Rapport

Erstrat – Premier Conseil

Nationalrat/Conseil national 07.06.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 13.06.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Thurnherr Walter, Bundeskanzler: Ich werde zu diesem Thema nicht lange sprechen. Der Bundesrat ist einverstanden und beantragt Ihnen, den Anträgen der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen. Er hat nur eine Differenz; das betrifft den Antrag der APK-SR.

de Buman Dominique (C, FR): Monsieur Thurnherr, j'avais déposé une motion visant à l'interdiction totale des sacs de plastique. La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie propose de la classer. Les parlementaires ont reçu une lettre dans laquelle la branche du commerce de détail se déclare prête à passer

un accord de branche et à se soumettre, moyennant un monitoring, à un contrôle de la Confédération sur les objectifs qu'elle se serait fixés. Cet accord impliquerait donc que la branche accepte une intervention subsidiaire de la Confédération si les objectifs ne sont pas atteints.

Pouvez-vous confirmer cette disponibilité de la Confédération à agir dans ce sens, de manière subsidiaire à la branche du commerce de détail?

Thurnherr Walter, Bundeskanzler: Der Bundesrat kann diese vorgeschlagene Branchenvereinbarung als eine sinnvolle Alternative zu Ihrer Motion anerkennen, sofern diese ihm dann einmal vorgelegt wird; die Branche ist aber noch nicht vorstellig geworden. Sie sollte vielleicht einmal beim UVEK vorbeigehen und diese Branchenlösung präsentieren. Wenn dieses Ziel relativ klar formuliert wäre – beispielsweise mit der Angabe von 80 Prozent bis dann und dann –, könnte man sich ein Monitoring durch die Verwaltung durchaus vorstellen; dann sollten die dazu notwendigen Ressourcen auch gesprochen werden. Würde dann das vereinbarte Ziel nicht erreicht, könnte man das Anliegen auf Verordnungsstufe angehen. Ein Verbot wird allerdings auf Verordnungsstufe nicht möglich sein, dies aus juristischen Gründen. Hingegen wäre es möglich, eine Gebühr einzuführen.

Vom Bericht wird Kenntnis genommen

Il est pris acte du rapport

Sofern nichts anderes vermerkt ist, stimmt der Rat den Anträgen des Bundesrates zu.

Sauf indication contraire, le Conseil adhère aux propositions du Conseil fédéral.

Antrag SGK-NR

Die Postulate 12.3100, 12.3124 und 12.3207 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Kommission begrüsst den Bericht des Bundesrates vom 24. Juni 2015 zu den drei Postulaten. Sie anerkennt, dass der Bundesrat damit eine umfassende Auslegeordnung zu den Patientenrechten in der Schweiz erarbeitet hat. Die Kommission möchte die Ergebnisse des Berichtes und die dargestellten Handlungsmöglichkeiten jedoch noch vertiefter diskutieren und beantragt deshalb, die Vorstösse nicht abzuschreiben.

Proposition CSSS-CN

Ne pas classer les postulats 12.3100, 12.3124 et 12.3207

Développement par écrit

La commission salue le rapport établi le 24 juin 2015 par le Conseil fédéral en réponse aux trois postulats visés en objet, dans lequel il dresse un vaste état des lieux des droits des patients en Suisse. Souhaitant se pencher plus avant sur les conclusions du rapport ainsi que sur les possibilités d'action qu'il présente, la commission propose de ne pas classer les interventions concernées.

Angenommen – Adopté

Antrag SGK-NR

Das Postulat 12.3396 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Kommission anerkennt die Arbeiten des Bundesrates zur Anpassung der rechtlichen Grundlagen zur Preisfestsetzung von Arzneimitteln. Sie weist aber darauf hin, dass mit der Ziffer 3 des Postulates explizit ein neues, nutzen- und patientenorientiertes Modell zur Preisfestsetzung verlangt wird. Diese Forderung erachtet die Kommission aufgrund der bisherigen Arbeiten als noch nicht erfüllt und beantragt deshalb, den Vorstoss nicht abzuschreiben.

Proposition CSSS-CN

Ne pas classer le postulat 12.3396

Développement par écrit

La commission salue les travaux entrepris par le Conseil fédéral en vue d'adapter les bases légales relatives à la formation du prix des médicaments. Elle souligne cependant que le chiffre 3 du postulat demande explicitement l'élaboration d'un nouveau système de formation du prix des médicaments en fonction des patients et des avantages. Or, sur la base des travaux accomplis jusqu'à présent, la commission estime que cette exigence n'a pas encore été satisfaite. Elle propose donc de ne pas classer l'intervention.

*Angenommen – Adopté**Antrag SGK-NR*

Das Postulat 12.3614 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Kommission anerkennt die Arbeiten des Bundesrates zur Anpassung der rechtlichen Grundlagen zur Preisfestsetzung von Arzneimitteln. Sie stellt jedoch fest, dass die hohen Preise bei den Medikamenten nach wie vor ein ungelöstes Problem seien. So würden die von Zulassungsinhabern von Arzneimitteln erhobenen Beschwerden die Umsetzung der Preissenkungen nicht zulassen. Zudem verhindere der überhöhte Wechselkurs zur Berechnung der Medikamentenpreise mögliche Preisabschläge. Weil die Anpassungen des Bundesrates zur Preisfestsetzung nach Meinung der Kommission noch immer zu wenig Wirkung entfalten, beantragt sie, den Vorstoss nicht abzuschreiben.

Proposition CSSS-CN

Ne pas classer le postulat 12.3614

Développement par écrit

La commission salue les travaux entrepris par le Conseil fédéral en vue d'adapter les bases légales relatives à la formation du prix des médicaments. Elle constate toutefois que le niveau élevé des prix des médicaments est un problème qui n'a toujours pas été résolu. Il semblerait que les recours déposés par les titulaires d'autorisation de mise sur le marché de médicaments empêchent d'opérer des baisses de prix. En outre, le taux de change excessivement élevé qui est appliqué lors du calcul du prix des médicaments exclurait d'éventuelles remises de prix. La commission estime que les effets des modifications adoptées par le Conseil fédéral en ce qui concerne la formation du prix des médicaments sont insuffisants et propose par conséquent au conseil de ne pas classer l'intervention.

*Angenommen – Adopté**Antrag SGK-NR*

Das Postulat 12.4051 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Kommission anerkennt, dass der Bundesrat in seinem Bericht «Zuständigkeit für die Restfinanzierung im Rahmen der Pflegefinanzierung» vom 21. Oktober 2015 verschiedene Lösungen dargestellt hat. Sie hat zur Kenntnis genommen, dass die Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Ständerates ausgehend von der parlamentarischen Initiative Egerszegi-Obrist 14.417, «Nachbesserung der Pflegefinanzierung», einen Erlassentwurf zur Restfinanzierung ausserkantonaler Pflegeheimaufenthalte erarbeitet hat. Da das schwierige Thema die Kommission noch intensiv beschäftigen wird, beantragt sie, den Vorstoss nicht abzuschreiben.

Proposition CSSS-CN

Ne pas classer le postulat 12.4051

Développement par écrit

La commission relève que le Conseil fédéral a présenté différentes solutions dans son rapport du 21 octobre 2015 intitulé «Compétence pour le financement résiduel dans le cadre du financement des soins». En outre, elle note que la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats a élaboré un projet d'acte concernant le financement résiduel des séjours dans un home situé en de-

hors du canton de domicile, sur la base de l'initiative parlementaire Egerszegi-Obrist 14.417, «Amender le régime de financement des soins». Comme ce thème complexe occupera sans doute encore longuement la commission, celle-ci propose de ne pas classer l'intervention.

*Angenommen – Adopté**Antrag der Mehrheit SGK-NR*

Das Postulat 12.3960 abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Mehrheit der Kommission hat zur Kenntnis genommen, dass der Bundesrat in seinem Bericht «Invaliditätsbemessung in der Invalidenversicherung bei Teilerwerbstätigkeit» vom 1. Juli 2015 die Situation eingehend analysiert und gewisse Schwachstellen bei der Invaliditätsbemessung teilerwerbstätiger Personen aufgezeigt hat. Sie hat weiter zur Kenntnis genommen, dass der Bundesrat beabsichtigt, das heutige System auf Verordnungsstufe zu optimieren, indem die Wechselwirkungen zwischen Haushalts- und Erwerbstätigkeit bei der Invaliditätsbemessung stärker berücksichtigt werden sollen. Auf weiter gehende Massnahmen, die mit beträchtlichen Mehrkosten verbunden wären, will der Bundesrat mit Blick auf die finanzielle Situation der Invalidenversicherung bis auf Weiteres verzichten. Die Kommissionsmehrheit erachtet den Auftrag mit dem obenerwähnten Bericht als erfüllt und beantragt deshalb die Abschreibung des Postulates.

Antrag der Minderheit SGK-NR

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Streiff)

Das Postulat 12.3960 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Minderheit der Kommission will das Problem, wonach Teilzeiterwerbstätige bei der Invaliditätsbemessung benachteiligt werden, vertieft analysieren, dies auch, nachdem der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte im Februar 2016 die von der Schweiz angewandte Methode als diskriminierend eingestuft hat. Sie beantragt deshalb, das Postulat nicht abzuschreiben.

Proposition de la majorité CSSS-CN

Classer le postulat 12.3960

Développement par écrit

La majorité de la commission a pris acte du fait que le Conseil fédéral, dans son rapport du 1er juillet 2015 intitulé «Assurance-invalidité. Evaluation du taux d'invalidité des personnes travaillant à temps partiel», avait analysé la situation en détail et souligné certains points faibles dans l'évaluation du taux d'invalidité des personnes travaillant à temps partiel. En outre, elle a noté que le Conseil fédéral envisageait d'améliorer le système actuel par voie d'ordonnance en tenant davantage compte des interactions entre travaux ménagers et activité lucrative dans l'évaluation du taux d'invalidité. Par contre, le Conseil fédéral entend renoncer pour le moment à des mesures plus étendues, qui occasionneraient des coûts supplémentaires considérables, étant donné la situation financière de l'assurance-invalidité. La majorité de la commission estime que le rapport précité satisfait aux indications de l'auteur du postulat et elle propose donc de classer ce dernier.

Proposition de la minorité CSSS-CN

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Streiff)

Ne pas classer le postulat 12.3960

Développement par écrit

La minorité de la commission souhaite analyser de manière approfondie le problème des travailleurs à temps partiel qui sont désavantagés lors de l'évaluation du taux d'invalidité. Par ailleurs, elle tient à signaler l'arrêt rendu en février 2016 par la Cour européenne des droits de l'homme, qui a jugé que la méthode appliquée par la Suisse était discriminatoire.

C'est pourquoi la minorité propose de ne pas classer le postulat.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 16.006/13 480)

Für den Antrag der Mehrheit ... 129 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 49 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Antrag der Mehrheit SGK-NR

Das Postulat 11.4045 abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Mehrheit der Kommission hat zur Kenntnis genommen, dass der Bundesrat in seinem Bericht «Nutzen und Gefahren der Verwendung von Bisphenol A» vom 18. Dezember 2015 zum Schluss gekommen ist, dass Bisphenol A kein Gesundheitsrisiko für die Bevölkerung darstelle, da die derzeitige Exposition zu niedrig sei, um Schaden zu verursachen. Trotz dieser positiven Ergebnisse würden international noch zahlreiche Studien über Niedrigdosiseffekte von Bisphenol A durchgeführt. Die Bundesbehörden verfolgten die Ergebnisse dieser Studien, um gegebenenfalls entsprechende Massnahmen ergreifen und die Gesundheit der Bevölkerung optimal schützen zu können. Die Kommissionsmehrheit erachtet den Auftrag mit dem obenerwähnten Bericht als erfüllt und beantragt deshalb die Abschreibung des Postulates.

Antrag der Minderheit SGK-NR

(Häsler, Carobbio Guscetti, Heim, Moret, Schenker Silvia, Weibel)

Das Postulat 11.4045 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Minderheit der Kommission will das Problem vertieft analysieren, da in der Wissenschaft noch intensiv über allenfalls gesundheitsschädigende Auswirkungen von Bisphenol A diskutiert wird. Sie beantragt deshalb, das Postulat nicht abzuschreiben.

Proposition de la majorité CSSS-CN

Classer le postulat 11.4045

Développement par écrit

La majorité de la commission a pris acte de la conclusion à laquelle est parvenu le Conseil fédéral dans son rapport intitulé «Bénéfices et risques liés à l'utilisation du bisphénol A», daté du 18 décembre 2015. Selon lui, le bisphénol A ne présente aucun risque sanitaire pour la population, car le niveau d'exposition à ce produit est trop faible pour être dangereux. Malgré ces résultats rassurants, de nombreuses études sur les effets à faible dose de bisphénol A sont encore menées partout dans le monde. Les autorités fédérales suivront leur développement, afin de pouvoir, le cas échéant, prendre les mesures qui s'imposeraient et garantir une protection optimale de la santé publique. La majorité de la commission considère qu'en présentant le rapport précité, le Conseil fédéral a rempli le mandat qui lui avait été confié, et elle propose donc de classer le postulat.

Proposition de la minorité CSSS-CN

(Häsler, Carobbio Guscetti, Heim, Moret, Schenker Silvia, Weibel)

Ne pas classer le postulat 11.4045

Développement par écrit

La minorité de la commission souhaite que le problème du bisphénol A soit analysé de manière approfondie, la question des éventuelles conséquences néfastes du bisphénol A pour la santé faisant en effet toujours l'objet d'intenses débats au sein des milieux scientifiques. La minorité de la commission propose par conséquent de ne pas classer le postulat.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 16.006/13 481)

Für den Antrag der Mehrheit ... 124 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Antrag der Mehrheit SPK-NR

Die Motion 12.3337 abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Kommissionsmehrheit erkennt zwar keineswegs, dass an der Südgrenze nach wie vor Probleme bestehen. Die Aufrechterhaltung der Motion leistet aber keinen Beitrag zur Problemlösung. Mit einer angenommenen Motion erteilt die Bundesversammlung dem Bundesrat den Auftrag, entweder ihr einen Erlassentwurf zu unterbreiten – was hier nicht in Betracht fällt – oder eine konkrete einzelne Massnahme im eigenen Zuständigkeitsbereich des Bundesrates zu treffen (Art. 120 ParlG). Im vorliegenden Fall hat der Bundesrat die verlangte Massnahme getroffen und die Grenzkontrollen verstärkt. Der erteilte Auftrag ist somit erfüllt.

Antrag der Minderheit SPK-NR

(Pantani, Addor, Buffat, Burgherr, Glarner, Rutz Gregor, Steinemann)

Die Motion 12.3337 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Nach Auffassung der Kommissionsminderheit würde die Abschreibung der Motion dem Umstand nicht Rechnung tragen, dass die Probleme an der Südgrenze nach wie vor bestehen. Italien komme seinen Verpflichtungen als Erstasylanland gemäss dem Dublin-Abkommen nicht hinreichend nach und zahlreiche Asylsuchende würden in die Schweiz strömen, ohne dass sie von Italien kontrolliert und registriert worden seien.

Proposition de la majorité CIP-CN

Classer la motion 12.3337

Développement par écrit

La majorité de la commission ne sous-estime pas les problèmes récurrents constatés à la frontière sud du pays. Toutefois, elle pense que le maintien de la motion ne contribuerait en rien à résoudre les problèmes en question. En adoptant une motion, l'Assemblée fédérale charge le Conseil fédéral soit de lui soumettre un projet d'acte – ce qui n'entre pas en ligne de compte dans le cas présent –, soit de prendre une mesure concrète relevant de la compétence du Conseil fédéral (art. 120 LParl). En l'espèce, le Conseil fédéral a déjà pris la mesure demandée, puisqu'il a renforcé les contrôles aux frontières. Le mandat qui lui avait été confié a donc été exécuté.

Proposition de la minorité CIP-CN

(Pantani, Addor, Buffat, Burgherr, Glarner, Rutz Gregor, Steinemann)

Ne pas classer la motion 12.3337

Développement par écrit

La minorité de la commission est d'avis que, si l'on classait la motion, on ne tiendrait pas compte des problèmes qui subsistent à la frontière sud du pays. Selon elle, l'Italie ne remplit pas correctement ses obligations en tant que pays d'enregistrement de la demande d'asile aux termes des accords de Dublin et de nombreux requérants affluent vers la Suisse sans avoir été contrôlés et enregistrés en Italie.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 16.006/13 482)

Für den Antrag der Mehrheit ... 118 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 69 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Antrag APK-NR

Die Motion 09.3361 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Kommission beantragt ihrem Rat mit 11 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung, die Motion 09.3361 nicht abzuschreiben und der Empfehlung des Bundesrates somit nicht zu folgen. Sie ist der Meinung, der Bundesrat habe das Motionsanliegen nur teilweise erfüllt, und möchte deshalb an diesem Vorstoss festhalten.

Proposition CPE-CN

Ne pas classer la motion 09.3361

Développement par écrit

Par 11 voix contre 9 et 1 abstention, la commission propose à son conseil de ne pas classer la motion 09.3361 et, par conséquent, de ne pas suivre la recommandation du Conseil fédéral. La commission considère que le Conseil fédéral n'a répondu qu'en partie à l'objectif visé par la motion, et souhaite, de ce fait, que l'intervention demeure pendante.

*Angenommen – Adopté**Antrag der Mehrheit UREK-NR*

Die Motion 10.3850 abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Mehrheit geht davon aus, dass eine Branchenvereinbarung abgeschlossen wird, mit der die Menge der verwendeten Wegwerf-Plastiksäcke beträchtlich reduziert werden kann. Die Motion kann somit abgeschrieben werden.

Antrag der Minderheit UREK-NR

(Badran, Ammann, Jans, Nordmann, Nussbaumer, Semadeni, Thorens Goumaz)

Die Motion 10.3850 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Minderheit will die Motion nicht abschreiben, da sie befürchtet, dass dadurch der Abschluss einer Branchenvereinbarung gefährdet wird.

Proposition de la majorité CEATE-CN

Classer la motion 10.3850

Développement par écrit

La majorité part du principe qu'un accord de branche sera conclu, accord qui permettra de réduire de manière considérable le nombre de sacs en plastique jetables utilisés. Elle propose donc de classer la motion.

Proposition de la minorité CEATE-CN

(Badran, Ammann, Jans, Nordmann, Nussbaumer, Semadeni, Thorens Goumaz)

Ne pas classer la motion 10.3850

Développement par écrit

La minorité ne souhaite pas classer la motion, car elle craint que la conclusion d'un accord de branche ne soit ainsi compromise.

Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Der Antrag der Minderheit Badran wurde zurückgezogen.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité*

15.3930

Motion

**Leutenegger Oberholzer Susanne.
Bundesrat.**

**Cherchez la femme oder endlich
verfassungskonform handeln!**

Motion

**Leutenegger Oberholzer Susanne.
Conseil fédéral.**

**Cherchez la femme,
et respecter enfin la Constitution!**

Nationalrat/Conseil national 18.12.15

Nationalrat/Conseil national 07.06.16

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Meine Motion mit dem Titel «Cherchez la femme oder endlich verfassungskonform handeln!» hat folgenden Hintergrund: Der Bundesrat hat einen Beirat ... (*Unruhe*) Herr Vizepräsident, könnten Sie für etwas Ruhe und Ordnung sorgen? Ich kann fast nicht sprechen. Das gilt auch für die Männer, die hier so schamlos und laut lachen. Wollen Sie jetzt zuhören oder nicht? (*Unruhe*) Die Zürcher scheinen speziell ungehobelt zu sein – ich mache jetzt mal weiter.

Also, die Ausgangslage dieses Vorstosses ist folgende: Es geht um den bundesrätlichen Beirat «Zukunft Finanzplatz»: Dieser Beirat umfasst 20 Personen. Die Zusammensetzung: 19 Männer und eine Frau. Ich habe dann reklamiert und nachgefragt, wie es überhaupt dazu gekommen ist. Wir haben Bestimmungen, dass gemäss Kommissionsreglement immer auf eine Gender-Parität oder auf mindestens 30 Prozent Männer oder Frauen zu achten ist. In der Stellungnahme des Bundesrates hiess es – jetzt hören Sie gut zu –, man sei gesetzlich dazu nicht verpflichtet. Absurder kann man das ja nicht begründen. Die Verfassung gilt ja schliesslich auch für den Bundesrat.

Bei befristeten Kommissionen müsse also nicht auf die Zusammensetzung geachtet werden. Da habe ich mir gesagt: Ja gut, wenn der Bundesrat so formalistisch argumentiert, was mache ich dann? Ich reiche eine Motion ein, mit der der Bundesrat dann auch bei den befristet eingesetzten Kommissionen verpflichtet wird, auf die Gender-Parität zu achten.

Der Bundesrat ist beweglich und klug. Er sieht, dass die «diversity» wichtig ist, auch für die Kommissionen, dass das Change Management etwas ist, das auch in den Kommissionen zu beachten ist, und der Bundesrat beantragt deshalb die Annahme der Motion.

Und jetzt? Jetzt kommen Ewiggestrige aus dem Parlament, ich darf sie namentlich nennen. Es ist FDP-Nationalrat Christian Wasserfallen – damit die Frauen sich das merken können –, und es ist SVP-Nationalrat Thomas Aeschi. Sie machen sich stark für die Bekämpfung dieser Motion, die eigentlich eine Selbstverständlichkeit darstellt.

Meine Herren: In den 1970er Jahren haben wir diese Diskussion unter dem Thema «Machen Sie Platz, Monsieur» geführt. Wahrscheinlich haben Sie genau davor Angst. Es ist klar: Wenn es mehr Frauen in den Kommissionen gibt, gibt es entsprechend weniger Männer. Das scheinen Sie zu befürchten. Aber ich sage Ihnen: Sie müssen nichts befürchten, es ist eine Chance. Wenn Sie eine gerechtere Zusammensetzung der Kommissionen haben, ist das zukunftstauglich, und ich bin überzeugt, gerade zum Beispiel bei den Finanzplatzfragen haben die Frauen sehr viel mitzubringen. Es waren schliesslich männliche Manager, die gewisse Unternehmen an die Wand gefahren haben, und wir mussten sie ja dann nachher retten. So ist die Situation.

Ich habe jetzt eine Abwägung vorzunehmen. Soll ich Ihnen jetzt diese Motion hier gleichsam zum Frass vorwerfen und sie ablehnen lassen oder nicht? Nein, das mache ich nicht.